



Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle

31 | 2005

La "Société de 48" a cent ans

Gustav Seibt, *Rom oder Tod. Der Kampf um die italienische Hauptstadt* [Rome ou la mort. Le combat pour la capitale de l'Italie], Berlin, Siedler, 2001, 350 p. ISBN : 3-886807-26-6.

Pierre Merlin



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/988>

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2005

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Pierre Merlin, « Gustav Seibt, *Rom oder Tod. Der Kampf um die italienische Hauptstadt* [Rome ou la mort. Le combat pour la capitale de l'Italie], Berlin, Siedler, 2001, 350 p. ISBN : 3-886807-26-6. », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 31 | 2005, mis en ligne le 18 février 2006, consulté le 01 mai 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/988>

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Tous droits réservés

Gustav Seibt, Rom oder Tod. Der Kampf um die italienische Hauptstadt [Rome ou la mort. Le combat pour la capitale de l'Italie], Berlin, Siedler, 2001, 350 p. ISBN : 3-886807-26-6.

Pierre Merlin

- 1 20 septembre 1870. L'Italie est unifiée depuis dix ans, sauf, en premier lieu, Rome et le Domaine de Saint-Pierre restés au Pape. Ce jour-là, les troupes italiennes presque quatre fois supérieures aux troupes pontificales, pénétrèrent d'assaut dans Rome par la Porta Pia. Ainsi était exaucé le vœu des Garibaldiens : Rome ou la mort ! Les deux côtés ne désiraient pas un affrontement sanglant. Il y eut pourtant au moins 50 morts mais on ne peut pas parler de guerre. Cet épisode, au moment où tonnait le canon de la guerre franco-allemande, fut néanmoins l'un des grands événements de l'histoire européenne. Il mettait fin à plus de mille ans de souveraineté du Pape, reconnue par tous les États, et faisait de la Ville éternelle la capitale profane d'un État moderne. Son importance symbolique mettait en jeu les principes du temps des Révolutions : l'État et l'Église, la Nation et la Religion, le Progrès et la Légitimité.
- 2 L'auteur, Gustav Seibt, collaborateur à *Die Zeit* et à la *Süd-deutsche Zeitung*, honoré du prix Sigmund-Freud (1995) et du prix Hans-Reimer de la Fondation Warburg (1999) est manifestement amoureux de Rome. L'*Urbs* est le premier personnage du livre, devant même le Pape. Cela se devine à sa manière de rendre la beauté des paysages de la ville et de la campagne romaines dont il rappelle l'histoire avec une érudition toujours légère. Il en analyse les dévastations, après 1870, dues tout autant aux partis pris idéologiques qu'à la réalité de l'expansion démographique. De même, les paysages mentaux des Romains de

tous milieux, de leurs maîtres anciens ou nouveaux, sont analysés avec une sympathie souvent ironique, sauf quand il s'agit de présenter Pie IX, qui apparaît parfois sous un jour insupportable, et surtout Mussolini.

- 3 L'événement du 20 septembre 1870 est le point de départ de l'ouvrage, ce qui conduit l'auteur à en étudier les prolégomènes, en particulier la politique de Cavour en 1859-1861 qui, « de cette notion géographique (Metternich) qu'était l'Italie créa en une nuit un nouvel État : avec Napoléon et avec Garibaldi, avec la France et la Révolution. Deux forces, la France catholique et la Révolution nationale italienne étaient passionnément intéressées par Rome. Ce fut là le noyau dur de la question romaine jusqu'à l'été 1870, d'autant plus que le possesseur légitime de la Ville éternelle, la Pape, ne pensait pas le moins du monde y renoncer [...]. Aux quatre extrémités du double nœud, on tira si durement que le problème parut insoluble. À côté de données objectives, les politiques irrationnelles à courte vue de la France et de la Papauté y contribuèrent largement, si bien qu'il est peu de questions dans l'histoire européenne qui aient occupé en vain et si longtemps la diplomatie que la question romaine ». La formule « une Église libre dans un État libre » que Cavour prononçait encore sur son lit de mort en juin 1861 avait été rejetée par la Curie qui ne se satisfaisait pas des garanties offertes par une Italie libérale et escomptait un éclatement de la construction politique italienne. De son côté, Napoléon III plaçait les Romains hors du principe des nationalités qu'il défendait par ailleurs, ce qui affaiblit durablement le crédit de la France et autorisa l'Italie nouvelle à voler de ses propres ailes. La Convention de 1864 fixant la capitale à Florence permit, par son ambiguïté, « la mise en place d'une guerre froide des principes » dont l'encyclique *Quanta cura*, le *Syllabus* et l'infaillibilité pontificale furent l'expression face au monde.
- 4 Le départ des dernières troupes françaises, le 19 août 1870, laissa la Papauté dans une Rome étonnamment calme mais dans un isolement traumatisant qui devait durer. Le petit peuple romain n'attendait rien de bon d'un régime italien qui augmenterait les impôts et introduirait le service militaire. Le gouvernement italien, de son côté, agissait avec prudence parce qu'il redoutait un départ du Pape, vers Malte par exemple, qu'il n'aurait pu empêcher, et qui lui aurait certainement causé les pires ennuis.
- 5 En quelques pages splendides, l'auteur décrit le chassé-croisé des diplomates, des militaires, le comportement du Saint-Père, puis l'assaut des fortifications qui dataient pour l'essentiel de l'empereur Aurélien au III^e siècle. La reddition de l'armée pontificale fut le seul acte officiel dans cette affaire, et le dernier pour longtemps. Quant au peuple romain, il était resté silencieux en ses demeures. C'est seulement le lendemain que la joie des Romains devenus Italiens s'exprima lors d'une grande fête et d'un défilé militaire bon enfant qui semèrent pourtant la panique à la Curie. Le général Cadorna fut très vigilant envers toute manifestation désobligeante pour le Pape, en faisant occuper le borgo situé entre le Vatican et le Château Saint-Ange et en mettant rapidement en place une municipalité modérée. Un plébiscite, organisé dès le 2 octobre dans tous les quartiers, écarta la possibilité d'en réserver un au Pape. Celui-ci put désormais se considérer comme « prisonnier » au Vatican. Il avait d'ailleurs fulminé dès 1860 une excommunication de tous les acteurs de l'invasion de ses États, du roi d'Italie Victor-Emmanuel II jusqu'au simple soldat. Les autorités italiennes furent cependant très temporisatrices puisque le roi ne vint à Rome que le 31 décembre, en roi bourgeois, en civil, de nuit, par le train, à l'occasion d'une formidable inondation du Tibre, et regagna Florence le même jour.
- 6 Après le vote de la loi d'annexion en octobre, le ministre italien des Affaires étrangères Visconti Venosta annonça au monde : « l'Italie va à Rome et rencontre là un des grands

problèmes des temps modernes. Il s'agit de réunir le sentiment national et le sentiment religieux ». Toutefois, le gouvernement avait dû finalement employer la force contre les droits de la plus ancienne puissance du continent, même s'il s'agissait d'un petit État très mal administré. La variante italienne de la Realpolitik ne pouvait l'emporter par le fer et par le sang mais par le plébiscite et la philosophie de l'histoire. Gustav Seibt voit dans la conquête de Rome « une guerre de la foi à laquelle toute l'Europe participa, un des combats idéologiques les plus dramatiques du temps des révolutions ».

- 7 Passé l'événement et formulé le diagnostic (p. 122), l'auteur explore selon le procédé du flash-back les niveaux plus anciens et plus profonds des relations entre l'Église catholique, l'Italie et le monde. Il rappelle le rêve néo-guelfe de Gioberti puis celui de Mazzini, à la fois républicain et religieux, d'une Troisième Rome, celle du Peuple, après celle des Empereurs et des Papes. Ces visions grandioses du *Risorgimento* où « l'idée nationale et l'universalisme devaient converger dans une religion politique qui sauverait le monde et dont Rome serait la capitale terrestre » furent repoussées, on le sait, par Pie IX qui, dans sa déclaration du 17 décembre 1847, avait stigmatisé le « fanatisme national [...] qui se révèle menteur et profondément païen par son caractère exclusif ». La fuite du pape à Gaëte et la proclamation de la République romaine en avaient été la conséquence (p. 125). Plus tard, Cavour projeta de réaliser la liberté dans une société catholique et appela de ses vœux la formation d'un parti catholique qui aurait dirigé le mouvement mais la « sécularisation enragée » pratiquée en Piémont-Sardaigne après 1850, puis dans les États annexés après 1860, avait porté la méfiance de Pie IX à un niveau insurmontable. Fondamentalement, ce pape considérait le concept de liberté comme incompatible avec le salut des âmes et comme la pente fatale vers le déclin de la foi (p. 150).
- 8 La seconde moitié de l'ouvrage expose la réponse de l'Église catholique à ce défi qui paraissait existentiel, d'autant plus que le clergé italien de tous niveaux et les fidèles adhéraient en nombre et de tout cœur à l'idée nationale. Beaucoup étaient divisés en eux-mêmes. La question nationale, donc celle du territoire sur lequel pouvait s'appuyer la souveraineté du pays, obligea l'Église catholique à se donner un nouveau style, de nouvelles dimensions, à faire une mutation : création de l'*Osservatore romano* (1861), canonisation spectaculaire de martyrs japonais (Pentecôte 1852), pétitions passionnées, sans compter le culte marial peu évoqué, curieusement, par l'auteur. Le plébiscite toujours renouvelé des pèlerinages de masse, bientôt par chemin de fer, répondait aux plébiscites des libéraux nationalistes.
- 9 Sur le plan intellectuel et doctrinal, un débat nouveau qui passionna l'Europe vint de Paris en décembre 1859, à la suite de la publication de la brochure intitulée *Le pape et le congrès* du publiciste et sénateur de la Guéronnière, proche de Napoléon III. Gustav Seibt décrit les approches de personnalités très différentes, telles le cardinal Dupanloup, Charles de Montalembert, Louis Veuillot, le cardinal von Ketteler, l'archevêque catholique de Westminster Manning, Ignaz Döllinger, lord Acton. Tous défendirent la nécessaire liberté du Pape dans son magistère spirituel. Le résultat fut étonnant : « le régime le plus rétrograde d'Europe était considéré par des observateurs libéraux des grandes nations comme un élément structurel de la liberté européenne [...], comme garantie de la non identité entre foi et État, confession et nation [...], pour la liberté de conscience individuelle face aux tendances égalitaires et totalitaires de l'État moderne » (p. 174) mais cette fois encore le débat déboucha sur une défaite du libéralisme catholique, puisque la Papauté répondit par le *Syllabus* et *Quanta cura*. Quant à la réunion du concile et à

l'affirmation de l'infailibilité pontificale, elles auraient été, selon l'auteur, une contre-réforme, une réponse à la perspective de perdre le pouvoir temporel (p. 178). La loi de garantie adoptée par le parlement italien (mai 1871) sur la base de l'Église libre dans l'État libre ne résolvait pas le conflit sur le fond. L'État libéral national italien et l'Église qui réunissait l'immense majorité des citoyens restaient irréconciliables. « Gloire à Machiavel ! » écrivait l'historien libéral De Sanctis. « Vous, oies du Capitole ne faites pas tant de bruit ! » protestait Carducci. Mazzini libéré partait à nouveau en exil, tandis que le cardinal Manning déplorait que dans toute l'Europe l'ordre politique fût désormais séparé de l'autorité du Christ laissée aux individus.

- 10 Les deux derniers chapitres offrent encore de belles pages mais quelque peu glacées par le regard en chiens de faïence des protagonistes après le 20 septembre 1870. L'installation à Rome du nouveau régime, en fait le passage d'un monde dans un autre, est analysée à travers les souvenirs de l'historien Gregorovius (1821-1891) et de fonctionnaires remarquables, le commissaire Gadda, le policier Manfroni. Les funérailles religieuses du roi-citoyen Victor-Emmanuel II excommunié (janvier 1878), celles de Pie IX quelques semaines plus tard, enfin le premier conclave dans la nouvelle Rome, ne changèrent rien à la guerre civile souterraine qui continuait, bien que la loi de garantie eût fait ses preuves en ces occasions. Le récit du transfert nocturne mais agité de la dépouille mortelle de Pie IX du Vatican à Saint-Laurent hors les Murs (juillet 1881) est un morceau choisi de cette guerre froide prolongée. Il était écrit quelque part que la monarchie libérale parlementaire ne devait pas recueillir le fruit de ses efforts mais, faisant de Rome la capitale de l'État-nation italien, avait-elle opté pour un choix juste, ainsi que l'observait Massimo D'Azeglio dès 1860 ? (p. 283). Toujours est-il que c'est Mussolini qui obtint la faveur d'une réconciliation.
- 11 Par son approche esthétique, culturelle et politique de l'histoire de Rome au XIX^e siècle, par sa *Weltanschauung*, cet ouvrage a une dimension européenne.